

Message à la suite des élections en Allemagne de l'Ouest

Le vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Allan J. MacEachen, a fait parvenir ses félicitations au gouvernement de coalition du chancelier Helmut Kohl.

"En élisant l'Union démocrate chrétienne, son parti frère bavarois, l'Union sociale chrétienne, et leur allié, le Parti libéral dirigé par le vice-chancelier et ministre des Affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, l'électorat allemand a démocratiquement exprimé sa volonté de poursuivre la politique intérieure et étrangère qui a fait de la République fédérale d'Allemagne un membre indispensable de l'Alliance et de la Communauté des États libres.

"Le gouvernement canadien se réjouit à la perspective de collaborer avec le nouveau gouvernement allemand tant sur le plan de ses relations bilatérales qu'au niveau international", déclare le ministre MacEachen dans son message.

Subventions aux sciences

Le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie et du Développement économique, M. Donald Johnston, a communiqué récemment un résumé des dépenses que prévoit le gouvernement au chapitre des sciences et de la technologie et du développement, en 1983-1984.

Les dépenses totales, à la fois en sciences naturelles et en sciences humaines, devraient atteindre \$3,24 milliards.

Dans le domaine des sciences naturelles, on prévoit que les dépenses budgétaires fédérales en R-D augmenteront de \$189,7 millions pour atteindre \$1,96 milliard, soit une hausse de plus de dix p. cent.

On estime que le financement fédéral direct de la R-D exécutée par l'industrie atteindra environ \$461,5 millions, soit une hausse de 27 p. cent par rapport aux \$364,6 millions dépensés en 1982-1983.

L'aide fédérale directe à la R-D exécutée dans les universités atteindra \$374,2 millions contre \$352,5 millions l'an dernier, soit une hausse de six p. cent.

Dans le domaine des sciences humaines, le financement du fédéral de la R-D et des activités scientifiques connexes augmentera de huit p. cent pour atteindre \$631,3 millions (contre \$583,3 millions dépensés l'an dernier). Les universités recevront \$65,3 millions pour les sciences humaines, soit une hausse de 15 p. cent.

Le Canada et la Campagne mondiale pour le désarmement

Le Canada participera à la Campagne mondiale pour le désarmement, a annoncé, le 9 mars, le vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Allan J. MacEachen.

Deux contributions d'un total de \$100 000 iront directement à la promotion d'activités de recherche et d'information du public entreprises par l'Organisation

des Nations Unies.

Le Canada versera \$70 000 pour permettre une plus large diffusion de l'Annuaire du désarmement des Nations Unies. Cet annuaire, qui est un des plus ambitieux projets lancés par le secrétaire des Nations Unies au cours des dernières années, est un outil de référence indispensable à tous ceux qui s'intéressent aux questions du contrôle des armements et du désarmement débattues au sein des instances multilatérales. Outre le compte rendu factuel des délibérations de l'Assemblée générale des Nations Unies et de la Commission du désarmement, il rapporte les travaux du Comité du désarmement, organe multilatéral de négociation qui siège à Genève. Jusqu'ici, l'Annuaire n'a connu qu'une diffusion limitée dans les diverses langues des Nations Unies, en grande partie en raison de son prix élevé. En aidant à réduire ce prix, la contribution canadienne permettra d'en élargir la distribution, ce qui accroîtra la portée des efforts du département des Affaires de désarmement des Nations Unies, auquel échoit, principalement, la responsabilité d'organiser la Campagne mondiale pour le désarmement. Le Canada donnera également \$30 000 à l'Institut de recherche des Nations Unies sur le désarmement pour faciliter son travail dans des domaines intéressants

(suite à la page 8)

Le bulletin du DÉSARMEMENT

UN EXPOSÉ DES ACTIVITÉS NATIONALES ET INTERNATIONALES EN MATIÈRE DE DÉSARMEMENT ET DE CONTRÔLE DES ARMEMENTS



Le Canada et l'UNSSD II

La Deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement (l'UNSSD II) s'est tenue à New York du 7 juin au 10 juillet. Elle n'a pas permis d'étudier adéquatement tous les points à son ordre du jour, mais le Canada est maintenant d'avis que ses participants réussissent à accomplir leurs objectifs.

Les trois conférences préparatoires tenues l'année précédente à l'UNSSD II avaient tenté un ordre du jour difficile contenant six thèmes complexes. Les deux plus difficiles et controversés étaient de faire l'unanimité sur un examen de la mise en application des recommandations de l'UNSSD I en 1978, et sur un "programme global de désarmement", que certains souhaitaient transformer en un calendrier de désarmement liant les parties et comportant des dates pour les accords spécifiques à conclure. Il n'est pas étonnant que la rédaction du document soit devenue une véritable séance d'accusations. La rédaction d'un programme global de désarmement - équivalent "progressif" du document d'examen - a été un exercice encore plus futile, même si toutes les délégations ont contribué de leur mieux, jusqu'à la dernière semaine, que les compromis nécessaires pourraient intervenir. Bien que l'on se forme un groupe homogène, les NNA avaient, lors de la session, le mandat de demander au Comité du désarmement (CD) à Genève, reconnu le "programme global de désarmement comme un moyen d'utiliser leur supériorité numérique à l'ONU pour forcer l'Est et l'Ouest (après un certain point) à s'engager plus résolument sur la voie du désarmement. Toutefois, en raison du piètre état des relations Est-Ouest, l'aspect de compromis idéaliste n'a pas prévalu. Après avoir reçu un projet de 44 pages dont le libellé avait ramené du Comité du désarmement, les 157 délégations à l'UNSSD II ont débatté, après d'interminables heures de négociations infructueuses, de demander au comité de poursuivre son élaboration du programme global.



Le Canada a utilisé à bon escient sa position de puissance intermédiaire et sa réputation de membre progressiste de l'OTAN. L'allocation du Premier ministre Trudeau a été jugée "diplomatique". Elle se fondait sur la "stratégie de l'approvisionnement" proposée à l'UNSSD I, reconnaissant un signe possible de la volonté de l'URSS de permettre un certain degré d'inspection sur place afin de vérifier l'application d'un traité sur les armes chimiques, et mentionnant l'urgence nécessaire de convenir de mesures de contrôle des armements dans l'espace extra-atmosphérique. Le Premier ministre y soulignait également l'importance de la vérification dans la négociation d'accords sur le désarmement, et annonçait que le Canada accorderait substantiellement les activités de recherche en matière de vérification que l'encouragement du financement canadien des activités de contrôle des armements et de désarmement permettrait au Canada de s'associer au mécanisme international de vérification qui formerait partie d'un traité d'interdiction complète des essais.

La délégation canadienne a exercé un rôle de leadership à la Session en présidant le "Groupe Barton", organisme consultatif informel (18 membres de l'OTAN, Irlande, Japon, Australie, Nouvelle-Zélande). Notre ambassadeur au désarmement, M. J. B. Marquis, tout en orientant les discussions du Groupe Barton, s'est efforcé de lever des contradictions entre les positions souvent fort différentes de ses membres et de diriger ces positions qui pourraient servir à faire progresser les travaux des divers groupes de rédaction. Le leadership une-

PUBLIÉ PAR LA DIRECTION DU CONTRÔLE DES ARMEMENTS ET DU DÉSARMEMENT
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES, OTTAWA, CANADA, K1A 0G2

La publication du Bulletin du désarmement est une des initiatives du ministère des Affaires extérieures.

Comité fondateur de la Fondation canadienne de l'Asie et du Pacifique

Un comité fondateur est chargé de préciser la structure d'un organisme appelé Fondation canadienne de l'Asie et du Pacifique, et de réunir les capitaux nécessaires à son financement.

La séance inaugurale du Comité a eu lieu le 10 mars à Vancouver (Colombie-Britannique), en présence du premier ministre du Canada, M. Pierre Elliott Trudeau.

Le Premier Ministre avait créé le Comité la veille sur recommandation du vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Allan J. MacEachen.

Pour manifester son appui à cet organisme, le gouvernement assumera les dépenses du Comité et s'engage à doubler le montant des contributions qu'il recueillera auprès des autres ordres de gouvernement et dans le secteur privé, au moins pendant les cinq premières années d'acti-

vité de la Fondation.

Le Comité sera présidé par M. John Bruk, de Vancouver, auteur d'une étude effectuée récemment pour le gouvernement, dans laquelle il constate l'existence d'un appui général étendu pour la création de cette fondation. Les 14 membres du Comité viennent de l'entreprise, du monde syndical, du milieu universitaire et d'autres secteurs.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a demandé au comité d'effectuer son travail dans les plus brefs délais possible.

M. Trudeau a déclaré que la mise sur pied de la Fondation, tout en traduisant l'attention accrue du gouvernement pour nos intérêts internationaux en Asie et dans les pays du Pacifique, contribuera à mieux faire connaître le Canada dans ces pays, rejoignant par là un des objectifs de sa récente tournée en Asie.